

LA VIE DE LA PLATEFORME

LA CONFERENCE ANNUELLE DES PARTENAIRES

La conférence annuelle des partenaires qui devait avoir lieu le 2 décembre 2015 est reportée en février 2016. A la place une réunion de l'ensemble des partenaires a eu lieu à cette date afin d'effectuer un premier bilan de l'année 2015 et de fixer les premiers axes de travail pour 2016.

PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET POUR L'INCLUSION SOCIALE

Le comité de pilotage régional du plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale a eu lieu le 7 octobre 2015 à Nantes, en présence de la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, du préfet de région et du nouveau directeur général de la cohésion sociale. Une rencontre d'échanges de bonnes pratiques a suivi le 12 novembre 2015.

COMITE TECHNIQUE

Le comité technique s'est réuni le 29 septembre 2015. Il y a été discuté l'organisation et la participation de la Plateforme à l'organisation du comité de pilotage de plan de lutte contre la pauvreté du 7 octobre 2015, l'organisation de la première réunion du groupe de travail « Observation locale » et de la conférence annuelle des partenaires de la Plateforme.

GROUPE DE TRAVAIL ACCES AUX DONNEES

Des données doivent encore être mises en ligne sur l'espace collaboratif de la Plateforme. Le groupe de travail ayant fini sa mission il n'est pas prévu de nouvelle réunion.

GROUPE DE TRAVAIL LOGEMENT - HEBERGEMENT

Il n'est pas prévu de nouvelle réunion du groupe de travail, cela se fera en fonction de l'actualité, des besoins et des perspectives décidées pour 2016.

GROUPE DE TRAVAIL OBSERVATION LOCALE

Le groupe de travail Observation locale a tenu sa première réunion le 9 octobre 2015 ; à l'ordre du jour : la diversité des démarches existantes dans la région ; les attentes et besoins des acteurs de terrain en données statistiques ; l'évaluation des actions concrètes.

GROUPE DE TRAVAIL VIE ASSOCIATIVE

Le groupe de travail s'est réuni le mardi 29 septembre 2015 ; à l'ordre du jour : « les jeunes » et « politique de la ville » du point de vue de la vie associative, réflexion sur les perspectives de travail. La prochaine réunion aura lieu en janvier 2016.

VEILLE DOCUMENTAIRE

Cohésion sociale

2^{ème} Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté. Bilan des 60 mesures adoptées en mars 2015 : La République en actes.

Dossier de presse, octobre 2015. 68 pages

<http://www.gouvernement.fr/ce-deuxieme-comite-interministeriel-a-l-egalite-et-a-la-citoyennete-marque-notre-volonte-d-amplifier-3118>

<http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/liseuse/5697/master/index.htm>

Etat du tissu associatif et bilan de l'emploi privé non lucratif en 2014

Uniopss, DLA, Recherches et Solidarités, Fiches pratiques, Octobre 2015, 18 pages

Le Centre de ressources DLA du champ social, médico-social et santé, en partenariat avec l'association Recherches & Solidarités, propose le bilan national - incluant les données de l'année 2014 - de l'emploi et de la dynamique des associations. Le secteur sanitaire et social privé non lucratif regroupe plus de 35 000 établissements employeurs et 1,1 million de salariés, ce document vous en présente les chiffres et évolutions clés.

[http://crdla-social-](http://crdla-social-uniopss.fr/medias/medias.aspx?INSTANCE=EXPLOITATION&PORTAL_ID=portal_model_instance_cr_smss_observation_etu_des_bilan_crdla_national_2013.xml)

[uniopss.fr/medias/medias.aspx?INSTANCE=EXPLOITATION&PORTAL_ID=portal_model_instance_cr_smss_observation_etu_des_bilan_crdla_national_2013.xml](http://crdla-social-uniopss.fr/medias/medias.aspx?INSTANCE=EXPLOITATION&PORTAL_ID=portal_model_instance_cr_smss_observation_etu_des_bilan_crdla_national_2013.xml)

Politique de la ville : profil des nouveaux quartiers prioritaires

Insee Flash Pays de la Loire, n°30, octobre 2015, 2 pages

La part de la population vivant dans les 46 quartiers de la politique de la ville est relativement faible dans les Pays de la Loire, un peu plus élevée dans les agglomérations du Mans et d'Angers. Les habitants de ces quartiers ont des revenus proches de ceux des quartiers prioritaires de France métropolitaine, mais près de deux fois plus faibles que ceux de l'ensemble de la région. En matière d'emploi et de formation, la situation est dégradée, un peu plus même que dans les quartiers prioritaires des autres régions. Les ménages sont plus souvent composés de personnes seules et de familles monoparentales, populations plus souvent en situation de pauvreté. En moyenne plus petits, les ménages habitent des logements dont la surface par personne est un peu plus importante que dans les quartiers des autres régions.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/pays-de-la-loire/themes/insee-flash/pa_inf_30/pa_inf_30.pdf

Les chiffres clés de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2015

Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), première édition, octobre 2015 81 pages

*Cette brochure à visée pédagogique regroupant une large sélection d'indicateurs est composée de **sept chapitres**, dont un chapitre introductif sur la mesure de la pauvreté en France et six qui suivent les différents domaines couverts par le [Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale](#), adopté par le gouvernement en janvier 2013. L'objectif est de permettre d'appréhender les différents enjeux sociaux ainsi que les mesures politiques, les prestations et les dispositifs mis en place. Au-delà du panorama des indicateurs que propose ce cahier, le lecteur trouvera également leurs variations, commentées en lien avec les évolutions de la législation et de l'action publique.*

http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/CNLE_Chiffres_Cles_2015.pdf

La France associative en mouvement

Recherches et Solidarités, 13^{ème} édition, septembre 2015, 49 pages

Rapport annuel sur la démographie, l'emploi et le moral des responsables associatifs.

<http://www.recherches-solidarites.org/>

L'économie sociale dans les Pays de la Loire

Associations, fondations, mutuelles, coopératives, Panoramas régionaux -découpage au 1^{er} janvier 2016, septembre 2015, 29 pages

*En partenariat avec l'Association des Régions de France et la Caisse des Dépôts, R&S met à la disposition des acteurs et des observateurs les données les plus récentes à **l'échelle des 26 régions** : le bilan de l'emploi dans l'économie sociale, les chiffres clés de la vie associative et un focus sur le secteur sanitaire et social non lucratif (associations et fondations). Pour la première fois en 2015, une présentation dresse un panorama synthétique de ces données à l'échelle des 13 nouvelles régions, selon le découpage en vigueur au 1^{er} janvier 2016.*

<http://recherches-solidarites.org/media/uploads/pdl-arf-2015.pdf>

Les niveaux de vie en 2013

Insee Première, n° 1566, septembre 2015, 4 pages

En 2013, en France métropolitaine, le niveau de vie médian de la population s'élève à 20 000 euros annuels ; il est quasiment inchangé en euros constants par rapport à celui de 2012. L'évolution est différente selon la position dans l'échelle des niveaux de vie : en hausse dans le bas de l'échelle, le niveau de vie diminue dans le haut. Les 10 % des personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 10 730 euros. Les 10 % les plus aisées ont un niveau de vie supérieur à 37 200 euros, soit 3,5 fois plus. Le seuil de pauvreté, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1 000 euros mensuels. La pauvreté concerne 8,6 millions de personnes, soit 14,0 % de la population. Cette proportion diminue légèrement en 2013 (- 0,3 point) et l'intensité de la pauvreté baisse. En outre, les inégalités de niveaux de vie entre les plus modestes et les plus aisés se réduisent plus nettement sous l'effet d'un repli des revenus financiers.

C'est parmi les chômeurs et les adultes de moins de 30 ans que la pauvreté recule le plus.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1566/ip1566.pdf>

Problèmes dentaires, tabac, dépression : la santé précaire des sans-domicile

Drees, Etudes et Résultats n° 932, septembre 2015, 6 pages

Les personnes sans domicile se déclarent moins fréquemment en bonne santé que l'ensemble de la population, bien qu'elles soient en moyenne plus jeunes. Seule la moitié d'entre elles se considèrent en « bonne » ou en « très bonne » santé, contre 69 % dans l'ensemble de la population. Les femmes sans domicile de 60 ans ou plus sont particulièrement concernées par ces problèmes de santé. Ce niveau de santé perçue, quel que soit l'âge, est le reflet d'une santé physique et psychique dégradée. Près d'un quart des sans-domicile estiment être en dépression.

http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er_sante_des_sd-v4-0409.pdf

Le recours aux soins des sans-domicile : neuf sur dix ont consulté un médecin en 2012

Drees, Etudes et Résultats n° 933, septembre 2015, 6 pages

En 2012, près de neuf sans-domicile sur dix ont consulté un médecin au cours des douze derniers mois. Au sein de cette population, les femmes et les personnes de moins de 60 ans se rendent plus fréquemment chez le généraliste ou le spécialiste. En revanche, le recours aux soins dentaires est moins fréquent : 37 % des sans-domicile ne sont pas allés chez le dentiste au cours des deux dernières années et 7 % ne s'y sont jamais rendus.

Un sans-domicile sur dix déclare ne bénéficier d'aucune couverture maladie et un sur quatre d'aucune complémentaire santé. Mais ce constat masque des situations contrastées. Les sans-domicile de nationalité étrangère sont 16 % à ne pas disposer de couverture maladie et 29 % à ne pas avoir de complémentaire santé.

http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er-recours_aux_soins_sd-v4-0409.pdf

Dépenses d'aide sociale départementale en 2013

Drees, Document de travail, Série statistiques n° 197, août 2015, 51 pages

En 2013, les conseils départementaux de France métropolitaine ont consacré 32 milliards d'euros nets à l'aide sociale, dont 29,2 milliards d'euros pour les quatre grandes catégories d'aide à savoir, 8,7 milliards nets pour les dépenses liées au RSA « socle » et « socle majoré », au RMI, aux contrats uniques d'insertion ainsi qu'aux CI-RMA et aux contrats d'avenir; 7,2 milliards nets pour l'aide sociale à l'enfance ; 7,0 milliards nets pour l'aide sociale aux personnes âgées et 6,3 milliards nets pour l'aide sociale aux personnes handicapées.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dt-statistiques-197.pdf>

Renoncement aux soins pour raisons financières

Drees, dossiers Solidarité et Santé n° 66, juillet 2015, 28 pages

Le renoncement aux soins pour raisons financières est de plus en plus mobilisé pour apprécier l'accessibilité financière aux soins des systèmes de santé. Il est mesuré à l'aide de questions du type : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous renoncé à un soin, pour des raisons financières ? ». Ce dossier examine la sensibilité des réponses des enquêtés à ce type de questions, en fonction de leur formulation. Il s'appuie sur la vague 2013 du Baromètre d'opinion de la Drees, au sein de laquelle quatre jeux de formulation différents ont été soumis à quatre sous-échantillons de répondants. La valeur du taux de renoncement aux soins pour raisons financières est très sensible à la formulation de la question : les écarts de taux atteignent 15 points selon la formulation utilisée.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss66.pdf>

Emploi, Formation

L'accès à l'emploi des diplômés 2015 BJEPS (Brevets Professionnels de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport)

CARIFOREF des Pays de la Loire, Etudes et Enquêtes, novembre 2015, 9 pages

Le profil des diplômés BPJEPS sortis de formation et ayant répondu à l'enquête est jeune, plutôt masculin dans le sport et féminin pour l'animation. La plupart d'entre eux se concentrent dans un nombre resserré de spécialités, qu'il s'agisse du champ de l'animation ou du sport. Neuf mois en moyenne après leur formation, huit répondants sur dix ont accédé à l'emploi qui la plupart du temps est en lien avec leur diplôme. Les contrats proposés aux diplômés BPJEPS sont d'abord des CDD puis des CDI. Les temps de travail proposés sont la plupart à temps complet avec une nuance pour l'animation où le temps partiel est plus présent.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=24861

Politique de la ville : profil des nouveaux quartiers prioritaires

Insee Flash Pays de la Loire, n° 30, octobre 2015, 2 pages

La part de la population vivant dans les 46 quartiers de la politique de la ville est relativement faible dans les Pays de la Loire, un peu plus élevée dans les agglomérations du Mans et d'Angers. Les habitants de ces quartiers ont des revenus proches de ceux des quartiers prioritaires de France métropolitaine, mais près de deux fois plus faibles que ceux de l'ensemble de la région. En matière d'emploi et de formation, la situation est dégradée, un peu plus même que dans les quartiers prioritaires des autres régions. Les ménages sont plus souvent composés de personnes seules et de familles monoparentales, populations plus souvent en situation de pauvreté. En moyenne plus petits, les ménages habitent des logements dont la surface par personne est un peu plus importante que dans les quartiers des autres régions.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=24764

Léger mieux pour l'emploi régional

Insee Conjoncture Pays de la Loire, n° 7, octobre 2015, 4 pages

Au 2e trimestre 2015, l'emploi salarié dans les Pays de la Loire progresse de 0,2 % (comme au niveau national), après s'être stabilisé au 1er trimestre. En Mayenne et en Sarthe, l'emploi salarié continue à baisser (- 0,2 % et - 0,7 %) mais il progresse de nouveau en Vendée et en Loire-Atlantique (+ 0,7 % et + 0,4 %) et se redresse en Maine-et-Loire (+ 0,2 %). Comme au niveau national, l'emploi salarié se replie de 0,1 % sur un an. Le tertiaire marchand enregistre une hausse de ses effectifs sur le trimestre (+ 0,8 %), de même que les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien (+ 1,2 %), l'hébergement et la restauration (+ 1,9 %). Parallèlement, le taux de chômage dans la région est stable (8,9 %), avec des variations selon les départements allant de 6,9 % en Mayenne à 10 % dans la Sarthe. Sur un an, le taux de chômage progresse à la même vitesse qu'en moyenne nationale (+ 0,3 %).

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=24789

La formation des demandeurs d'emploi : quels effets sur l'accès à l'emploi ?

Pôle emploi, Etudes et recherches, n° 3, octobre 2015, 38 pages

Le premier volet de l'étude qui s'appuie sur l'enquête "sortants de formation" de mars 2013 montre que les effets observés de la formation sont inégaux et dépendent fortement de sa complémentarité avec le milieu de l'entreprise et de son caractère certifiant. Les formations qui produisent les meilleurs résultats sont par ailleurs celles pour lesquelles les profils des demandeurs d'emploi sont les moins éloignés de l'emploi. Enfin, plus la durée du chômage par rapport à la sortie de formation est courte et plus les chances d'accéder à un emploi sont grandes. Ainsi, si la formation contribue à créer un effet de motivation au cours des semaines qui suivent la sortie des dispositifs, les compétences récemment acquises peuvent perdre de leur valeur dans le temps si le retour à l'emploi s'effectue trop tardivement.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=24814

Diplômés de formations sociales en 2010 : une insertion professionnelle qui résiste à la crise

Drees, Etudes et Résultats n° 936, octobre 2015, 6 pages

Les diplômés de formations sociales de niveau III (équivalent à un bac+2) ou IV (équivalent au baccalauréat) sortis du système éducatif en 2010 sont en majorité des femmes. Arrivés sur un marché du travail dégradé par la crise financière de 2008, ils s'insèrent plus vite et d'une manière plus stable que les diplômés de niveau équivalent. 85 % d'entre eux ont trouvé un emploi en trois mois, contre 67 % des autres diplômés de niveau équivalent, et 37 % des premiers emplois qu'ils ont occupés ont duré au moins deux ans, contre 32 % pour les autres diplômés de même niveau. Moins exposés au chômage ou à l'inactivité, environ six sortants de formations sociales sur dix bénéficient d'un emploi à durée indéterminée trois ans après l'obtention de leur diplôme. Leur situation est toutefois moins favorable que celle des diplômés de 2007. Le salaire médian des diplômés de formations sociales est un peu plus élevé que celui des diplômés hors social de niveau équivalent

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er936.pdf>

L'apprentissage en 2014 dans l'académie de Nantes : le nombre d'apprentis est le plus bas enregistré depuis quinze ans

Académie de Nantes, Etudes et Statistiques, n°4, juillet 2015, 4 pages

L'académie de Nantes compte 26 700 apprentis fin 2014, soit une baisse de 1 600 par rapport à 2013 (-5,7 %). Seules les formations supérieures de niveau I et II continuent à accueillir un nombre croissant de jeunes, les autres niveaux accusant une forte diminution, en particulier le niveau V. Pour la deuxième année consécutive, on observe en effet un recul des entrées en apprentissage après la classe de troisième. La région des Pays de la Loire, à forte tradition d'apprentissage, n'échappe donc pas à la réduction du nombre d'apprentis. Pour autant, elle se maintient en 4e position des régions françaises pour le nombre d'apprentis formés en 2014. Le poids de l'apprentissage dans l'ensemble des formations du second cycle professionnel reste supérieur à la moyenne nationale : 31,3 % contre 26,4 % en France.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=24405

La perception des jeunes ligériens de moins de 30 ans du travail

Aract des Pays de la Loire, juin 2015, 30 pages

L'étude réalisée auprès des jeunes des Pays de la Loire propose un portrait des manières de faire et de penser au travail des jeunes de la région. Quelles sont leurs motivations, leurs attentes, leurs aspirations professionnelles et leurs valeurs ? Quels sont les freins et difficultés que les jeunes peuvent rencontrer et d'autre part les besoins des entreprises ? Existe-t-il ou non un décalage entre la perception des jeunes et celle des entreprises par rapport au travail ?

http://conditionsdetravail.com/images/Federer/SQVT2015/Etude_Jeunes_SQVT.PDF

Enfance, Jeunesse, Famille

Rapport national Pour un développement complet de l'enfant et de l'adolescent

Rapport de France Stratégie remis au président de la République, 30 septembre 2015, 158 pages

En 2012, environ un enfant sur cinq était en situation de pauvreté monétaire en France, soit 2.7 millions d'enfants concernés. Le taux de pauvreté des moins de 18 ans était de 5,7 points supérieur à celui de l'ensemble de la population. Le rapport commandé après l'adoption du Plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale a pour objectif d'élaborer « stratégie nationale pour l'enfance et l'adolescence ». Il se fonde sur l'observation du comportement des adolescents et leurs pratiques, mais aussi sur des exemples étrangers, des études et des expériences concrètes.

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs_rapport_commission_enfance_29092015_bat.pdf

Rapport national **Rapport sur le fonctionnement du service public de l'éducation, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession**

Jacques GROPERIN, rapport au Sénat, fait au nom de la CE Service public de l'éducation n° 590, tome 1 (2014-2015), 1^{er} juillet 2015, 241 pages

Après les incidents en janvier dernier pendant la minute de silence organisée dans toutes les écoles de France en solidarité aux victimes des attentats de Charlie Hebdo, le Sénat, à l'initiative du groupe Les Républicains (ex groupe de l'UMP) a créé une commission d'enquête pour mieux cerner l'ampleur du phénomène et les problèmes de fond qu'ont révélés ces incidents, pour recueillir le témoignage des enseignants sur leurs difficultés au quotidien et pour proposer des solutions concrètes de nature à y remédier.

<http://www.senat.fr/rap/r14-590-1/r14-590-11.pdf>

Conférence des acteurs de la jeunesse du 27 avril 2015

Région Pays de la Loire, Août 2015, 8 pages

Le 27 avril 2015, la Région Pays de la Loire organisait la 5^e conférence régionale des acteurs de jeunesse avec pour thème : "jeunesses et territoires". À cette occasion, quatre problématiques ont été abordées : la lutte contre le décrochage scolaire, la lutte contre les discriminations, les espaces d'expression et d'apprentissage de la citoyenneté et enfin, l'accès à l'emploi et les parcours d'insertion des jeunes. Ce document en présente les perspectives, les préconisations et orientations émises par les acteurs présents.

http://www.orientation-paysdelaloire.fr/mediatheque/doc_num.php?explnum_id=24639

Les familles monoparentales depuis 1990 – Quel contexte familial ? Quelle activité professionnelle ?

Drees, Dossiers Solidarité et Santé n°67, juillet 2015, 36 pages

La monoparentalité, notion apparue en France dans les années 1970, est de plus en plus répandue. Le nombre de familles monoparentales ne cesse d'augmenter et atteint 1,6 million en 2011. Ce simple dénombrement sous-estime toutefois l'étendue de ce phénomène. Nombreux sont les mouvements d'entrée et de sortie de la monoparentalité, et 16 % des familles monoparentales observées en 2011 se sont formées en 2010.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dss67.pdf>

Une vision positive de la mobilité internationale des jeunes

Etude réalisée par le CREDOC commanditée par la DJEPVA, juin 2015, 32 pages

Le document présente les résultats des questions insérées à la demande de la DJEPVA dans la vague de début 2015 de l'enquête permanente CREDOC sur « les conditions de vie et les aspirations » et qui ont trait à l'opinion sur l'importance d'un séjour à l'étranger pour un jeune, les motivations, les apports et freins d'une expérience internationale, la connaissance du servi ce civique.

http://www.credoc.fr/pdf/Sou/Mobilite_internationale_JEUNES.pdf

Logement, Hébergement

Statistiques

Emploi et territoires

Sondage de l'institut CSA pour le Conseil d'orientation pour l'emploi, réalisé à l'occasion du colloque « Emploi et territoires », octobre 2015, 49 pages

1 015 salariés et 506 demandeurs d'emploi ont été interrogés par voie électronique du 3 au 12 juillet 2015. Concernant la situation économique actuelle de leur territoire par rapport au reste de la France, 39 % des salariés estiment que leur territoire est plutôt avantageux (contre 24 % pour lesquels il est plutôt désavantageux) et 26 % des demandeurs d'emploi pensent qu'il est plutôt avantageux (37 % plutôt désavantageux). Salariés et chômeurs sont plutôt partagés sur la question de la mobilité : une majorité d'entre eux (56 % et 55 %) déclarent ainsi ne pas être prêts à déménager pour trouver un emploi, tandis que des proportions presque semblables affirment le contraire (44 % et 45 %). De nombreux demandeurs d'emploi sont prêts à de plus

grands sacrifices que les salariés pour trouver un emploi, ainsi près de la moitié sont prêts à changer de métier ou de secteur ou à accepter un temps partiel, à défaut de déménager.

[http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/CSA_pour_le_COE - Emploi et Territoires version definitive.pdf](http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/CSA_pour_le_COE_-_Emploi_et_Territoires_version_definitive.pdf)

Estimations démographiques en 2010 – quartiers de la politique de la ville en 2015

Insee, données statistiques mises en ligne le 9 septembre 2015

Les estimations démographiques pour les quartiers de la politique de la ville proposent des indicateurs calculés à partir de données 2010 du recensement de la population sur la répartition par âge, par activité, par diplôme et par nationalité ainsi que la répartition des ménages, et des logements.

http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=estimation-demographique

Atlas des quartiers prioritaires

Cget, Système d'information géographique de la politique de la ville

Le système d'information géographique de la politique de la ville propose des données mises à jour sur les quartiers prioritaires et leurs caractéristiques, à travers une cartographie dynamique <http://sig.ville.gouv.fr/>

L'Atlas des quartiers présente les quartiers issus du décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015 rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

<http://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/>

La nouvelle nomenclature des codes régions

Insee, octobre 2015

Cette nouvelle nomenclature intègre les regroupements de régions décidés par la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral. Elle entrera en vigueur au 1er janvier 2016 et figurera dans l'édition correspondante du COG.

http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cog/codes_regions_2016.htm

Démocratiser l'accès à la prévention – Comment permettre une prévention active et l'éducation à la santé pour tous ?

CREDOC, Colloque au palais Bourbon, jeudi 1^{er} octobre 2015, 14 pages

Données statistiques sur les liens entre la précarité et les modes de vies : cadrage sur les revenus, part des trajectoires intergénérationnelles, poids des dépenses contraintes, pratiques sportives et catégories modestes, insécurité alimentaire qualitative, saut du petit déjeuner, contraintes économiques plus fortes chez les plus modestes.

http://www.credoc.fr/pdf/Sou/lien_precaire_modes_de_vie_2015.pdf

MEMBRES DE LA PLATEFORME

COMITE TECHNIQUE

[ARS Pays de la Loire](#)

[Conseil général de Loire-Atlantique](#)

[Conseil général de Maine-et-Loire](#)

[Conseil général de la Sarthe](#)

[Conseil général de Vendée](#)

[Direction régionale de l'INSEE](#)

Directions départementales de la cohésion sociale

[44](#) ; [49](#) ; [72](#) ; [85](#)

et de la protection des populations : [53](#)

[DRJSCS Pays de la Loire](#)

AUTRES MEMBRES

[Caisses d'allocation familiales](#)

[CARSAT Pays de la Loire](#)

[CREAI Pays de la Loire](#)

[DIRECCTE Pays de la Loire](#)

[DTPJJ Loire Atlantique-Vendée](#)

[DREAL Pays de la Loire](#)

[les MDPH](#)

[MSA](#)

[ORS Pays de la Loire](#)

[Préfecture des Pays de la Loire](#)

[Rectorat de l'académie de Nantes](#)



Editeur :
Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays de la Loire

Nous contacter :
[drjscs44-plateforme\(arobase\)drjscs\(point\)gouv\(point\)fr](mailto:drjscs44-plateforme(arobase)drjscs(point)gouv(point)fr)
www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr

| [S'inscrire](#) | [Se désinscrire](#) |

